

## Des pays membres de l'OMC inquiets de l'accès au marché européen après le Brexit

© 15/11/2019 |  Terre-net Média

**Des membres de l'Organisation mondiale du commerce ont appelé jeudi l'Union européenne et la Grande-Bretagne à parvenir à un compromis pour garantir l'accès au marché européen et britannique après le Brexit.**

**Q**uinze pays, dont les États-Unis, l'Inde, l'Australie et le Canada, ont exprimé lors d'une réunion du Conseil de commerce des marchandises de l'OMC leur inquiétude au sujet des **quotas tarifaires « Tariff Rate Quotas »** (TRQ) appliqués après **la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne**.

Ces quotas d'exportations, essentiellement agricoles, sont négociés à la loupe car ils sont très importants pour les pays exportateurs les plus exposés aux **marchés agricoles mondiaux**.

Selon les règles de l'OMC, les pays membres recourent à ce système de quotas pour fixer un plafond à l'importation de biens à des tarifs réduits. Les pays non membres de l'UE ont averti que leurs producteurs pourraient perdre l'accès aussi bien au marché britannique qu'europpéen. Ils craignent que les quotas de l'UE soient remplis par les importations britanniques et ceux de la Grande-Bretagne par les importations de l'UE.

A lire aussi : [Au Royaume-Uni - Le Brexit impactera-t-il la filière viande bovine ?](#)

« Nous serons rapidement évincés et nous perdrons l'accès aux deux marchés », ont indiqué les États-Unis dans un communiqué transmis à la réunion.

La Nouvelle-Zélande estime également qu'il était « difficile à imaginer » comment des pays de l'OMC en dehors de l'Europe « pourraient avoir des chances réelles d'accéder à ces quotas ». La Nouvelle-Zélande a demandé à Londres et à Bruxelles de créer des quotas « réservés explicitement à des partenaires de l'OMC autres (que les européens) afin de conserver le même niveau d'accès dont nous bénéficions actuellement ou d'élargir substantiellement (ces quotas) pour prendre en compte les vastes échanges bilatéraux entre l'UE et la Grande-Bretagne ».

L'Australie a pour sa part indiqué que ses **exportations agricoles vers l'UE**, sous le système actuel des quotas, ont déjà subi « des interruptions importantes » en raison des incertitudes entourant l'avenir de ce système après le Brexit.